

Le compte n'y est pas

Article rédigé par *Constance Prazel*, le 07 février 2020

Manifestations et grèves à répétitions nous ont permis d'entendre un concert de critiques sur la réforme des retraites d'Emmanuel Macron. Pourtant, rares sont ceux, dans la classe politique, qui ont **fait leur véritable travail d'opposition**, pour faire résonner **un autre discours** et contrer le travail délétère du gouvernement par **des arguments de fond qui relèvent de l'évidence**.

Joseph Thouvenel, le secrétaire général de la CFTC, est peut-être l'un des seuls à avoir osé dire ce que personne n'ose dire, au-delà des outrances d'une CGT déconnectée, dont les revendications grincent comme un disque rayé, ou du silence des Républicains gênés et incapables de construire une réforme alternative crédible.

La première des évidences est qu'il est strictement inutile d'espérer réformer les retraites de manière durable et efficace sans penser à l'épineuse question **de la natalité et du renouvellement des générations**. Nous avons fait le choix d'un système par répartition : il ne peut se maintenir qu'avec une fécondité haute, les enfants nombreux cotisant pour leurs aînés. Or, tout est fait dans la politique gouvernementale **pour tuer les familles et dissuader les naissances**. Et que dire de la manière dont sont traitées par la réforme les mères de famille nombreuse de plus de trois enfants, qui vont voir leurs pensions chuter drastiquement ? Les chiffres sont imparables : la natalité française baisse pour la quatrième année consécutive. **Le seul moyen alternatif auquel pensent nos élites corrompues est bien sûr l'immigration massive**, avec le coût que l'on ne connaît que trop bien en termes de destruction de l'identité et du tissu de notre société.

La deuxième évidence est que la réforme a été pensée de manière approximative, sans cap rigoureux, avec une intuition de base, la nécessité d'un système unique, qui avait ses avantages et ses inconvénients, mais qui **a été totalement vidée de sa substance** par des remaniements successifs et opportunistes. Au bout du chemin, **des exceptions qui viennent s'accumuler comme autrefois les régimes spéciaux**. Cela donne donc l'impression que le gouvernement a été incapable de penser intelligemment la spécificité de certains emplois, et qu'il n'a pas non plus eu le courage de tenir ses objectifs : **un dramatique déficit de crédibilité**.

La troisième évidence est que le gouvernement **Macron a mal travaillé, et dans l'urgence**. Le dossier traîne depuis plusieurs décennies (rappelons-nous la tentative avortée d'Alain Juppé en 1995...). L'urgence n'était pas telle qu'il ait fallu ainsi bâcler le projet, comme l'a souligné le Conseil d'Etat dernièrement : le déficit est estimé, à horizon de 5 ans, de 7 à 15 milliards, sur un montant total de cotisations de 360 milliards. On a déjà vu des déficits bien plus spectaculaires. Au moment de son dépôt, la réforme, mal pensée, n'était pas financée dans sa globalité. Quel amateurisme ! Pour combler les trous, grande est évidemment la tentation d'aller piocher sans vergogne dans les caisses privées, qui, elles, sont à l'équilibre : 71 milliards de réserve cumulée, là où l'Etat, lui, n'arrive pas à gérer ses propres caisses. Tout cela est trop facile, pour ne pas dire scandaleux.

« On », c'est-à-dire les médias, nous annonce encore de longs mois de mobilisation contre la réforme des retraites. C'est entendu. Les préalables ne sont-ils pas une réflexion ambitieuse sur la natalité, et sur les vrais risques financiers de la réforme ? Qui osera ouvrir vraiment le débat ?

Constance Prazel

Déléguée générale de *Liberté politique*